

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Epidémies, pandémies (santé, France) > **Covid-19 (France) - Vaccin : ville ou campagne, à chaque territoire ses (...)**

Vaccins : une course sans fin - Analyse

Covid-19 (France) - Vaccin : ville ou campagne, à chaque territoire ses résistances 4 septembre 2021

lundi 6 septembre 2021, par [COQ-CHODORGE Caroline](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2021).

Le passe sanitaire a fait bondir la vaccination contre le Covid-19, sans résorber les inégalités. Ce n'est pas une surprise, tant cette décision autoritaire est contraire aux fondamentaux de la santé publique. Dans l'Oise et les Pyrénées, des acteurs locaux expliquent les résistances propres à leurs territoires.

Avec le passe sanitaire, Emmanuel Macron a réussi le pari de la vaccination : la France a rattrapé son retard au cours de l'été. Avec 72 % de sa population au moins partiellement vaccinée, elle [a dépassé](#) l'Italie, l'Angleterre ou l'Allemagne, mais reste loin derrière le Portugal (86 % de la population vaccinée).

Néanmoins, c'est une réussite de façade, car une partie des plus fragiles n'est toujours pas vaccinée : 11,3 % des 75 ans et plus, 7,9 % des 65-74 ans, 11,2 % des 55-64 ans, 15 % des diabétiques, 18,6 % des personnes obèses, 12,3 % des personnes hypertendues.

Ce sont des centaines de milliers de personnes à risque face au virus, susceptibles de remplir les hôpitaux à l'automne, si la rentrée des classes fait repartir l'épidémie. Pour ces personnes fragiles, l'échec français est patent : l'Espagne, le Portugal ou la Belgique [sont eux parvenus](#) à vacciner 100 % de leurs personnes âgées.

Dans la tradition jacobine française, le passe sanitaire a été décidé d'en haut. Puis il s'est imposé par le contrôle des citoyens par les citoyens dans les lieux de la vie sociale, culturelle, du soin. Un mois après son entrée en vigueur, il n'a pas non plus résorbé les inégalités territoriales d'accès à la vaccination.

La seule région parisienne en est un exemple flagrant : 75 % de la population est vaccinée dans le XVI^e arrondissement parisien mais 45 % à Stains, en Seine-Saint-Denis.

En France métropolitaine (*nous avons consacré plusieurs articles aux Outre-mer [ici](#), [là](#) ou [là](#)*), la carte bigarrée de la vaccination en France met au jour des dynamiques complexes. Les inégalités sociales de santé - dont les principaux ressorts sont la compréhension du système de santé ou la possibilité d'avoir accès à un médecin - ne sont pas une explication suffisante.

[En métropole, une couverture vaccinale inégale. © Infographie Mediapart. Non reproduit ici.]

S'expriment bien sûr le refus de ce contrôle sanitaire des citoyens, la revendication d'une liberté individuelle de pas être vacciné. Sur les réseaux sociaux, dans les manifestations, cette protestation

politique se confond souvent avec une défiance, parfois une franche hostilité aux vaccins, à la médecine conventionnelle, aux systèmes politique et médiatique. Mais une majorité de la population fait le choix de la protection collective face au virus.

Dans certains territoires, cette fracture est plus vive qu'ailleurs. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, frappée de plein fouet par le Covid au cours des deuxième, troisième et quatrième vagues, riche et bien dotée en médecins, est presque entièrement en retard, dans les zones urbaines comme rurales. Cette résistance propre au Sud-Est gagne, le long de la Méditerranée, une bonne partie de l'Occitanie, jusqu'aux Pyrénées.

Des zones plus localisées du Sud-Ouest, essentiellement rurales, sont aussi sous-vaccinées. Dans l'est de la France, la ville de Mulhouse, martyre de la première vague, est à la traîne. Les zones frontalières avec la Suisse apparaissent dans le rouge, mais les statistiques y sont faussées par les nombreux travailleurs transfrontaliers qui dépendent de l'assurance-maladie suisse et s'y sont fait vacciner.

Chaque fois qu'on construit une action de santé publique de manière universelle, non différenciée, elle creuse les inégalités.

Maud Gelly, sociologue et médecin

Le déploiement de gros centres de vaccination a parfois suffi. C'est manifestement le cas dans le centre de la France, mal doté en médecins, mais où les niveaux de vaccination sont bons, quelles que soient les classes d'âge.

Dans d'autres territoires, ces gros centres n'ont pas trouvé leur public, comme l'explique Maud Gelly, qui est à la fois sociologue, spécialiste des inégalités sociales de santé et médecin dans le centre IVG de l'hôpital Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis) : « *On sait que l'hésitation vaccinale est plus forte dans les classes populaires. Or, la campagne vaccinale n'a rien fait pour les atteindre. Les déterminants des inégalités sociales de santé ont été ignorés. Ce n'est pas étonnant : [la vaccination] a été pensée par MacKinsey, mise en œuvre avec Doctolib, selon le principe du premier arrivé, premier servi.* »

Maud Gelly dirige la thèse d'une interne en médecine qui a recueilli, le premier mois de la vaccination, 1 500 questionnaires auprès de personnes vaccinées au centre de la santé de la Courneuve, qui renseignent sur leur lieu de résidence ou leur profession.

Le résultat est sans appel : « *Les classes moyennes et supérieures parisiennes se sont emparées des doses, explique la sociologue. Chaque fois qu'on construit une action de santé publique de manière universelle, non différenciée, elle creuse les inégalités. Pour les réduire, il faut faire de l'universalisme proportionné, faire plus pour les personnes les plus éloignées du système de santé ou les plus à risque. L'Espagne et le Portugal ont eux choisi de réserver des créneaux de vaccination pour les plus âgés, les plus fragiles, de les appeler un à un.* »

On a du mal à contrer un tel mur d'hostilité.

Loubina Fazal, adjointe au maire de Creil

La ville de Creil, dans l'Oise, [l'un des premiers territoires français](#) touchés par le Covid-19 en 2020, accuse aussi un net retard dans toutes les classes d'âge, surtout les plus jeunes.

Loubina Fazal, adjointe au maire chargée de la santé, ne cache pas sa déception : « *Nous avons beaucoup travaillé, consacré beaucoup d'argent à nos centres de vaccination, où nous avons réalisé 70 000 vaccinations. Il y a 35 000 habitants à Creil, théoriquement, toute la ville devrait être protégée. Mais nous venons d'obtenir les chiffres sur l'origine des personnes vaccinées : seules 10 000 sont des Creillois. La plupart viennent de Chantilly, de Compiègne, de villes plus riches. Ce sont elles qui ont pris les créneaux de vaccination.* »

Ici, le doute, voire l'hostilité aux vaccins s'exprime avec force dans l'espace public. Loubina Fazal raconte une réunion publique organisée, jeudi 2 septembre, sur la vaccination des collégiens et des lycéens, en présence de la préfète et du recteur : « *Les débats ont été houleux. De nombreux parents ont expliqué qu'il était hors de question qu'ils fassent vacciner leurs enfants, que le vaccin était encore expérimental, que leurs enfants ne sont pas des cobayes. Certains sont venus avec des documents trouvés sur Internet, par exemple ceux de [Reaction 19](#).* »

Cette association diffuse des chiffres fantaisistes sur l'épidémie et sur la létalité des vaccins. « *On a du mal à contrer un tel mur d'hostilité. À la fin, en aparté, des parents d'élèves hésitants, qui n'ont pas osé prendre la parole, sont venus nous voir. On est parvenu à les convaincre* », précise l'élue municipale.

La mairie de Creil compte poursuivre ses efforts d'information : « *Des personnels municipaux volontaires ont été formés par l'Agence régionale de santé pour devenir des ambassadeurs Covid. Avec les élus, ils vont se rendre dans les quartiers, aux abords des écoles. Je reste optimiste mais cela va prendre du temps. On a le sentiment que le passe sanitaire a braqué une partie de la population, qui ne supporte pas de se sentir contrainte.* »

[Les intercommunalités de Creil et Couserans sont parmi les moins vaccinées de France métropolitaine, tous âges confondus. © Infographie Mediapart. Non reproduit ici.]

Les néoruraux sont venus en Ariège pour être tranquilles. À l'effort collectif de la vaccination, ils opposent leur liberté .

Jocelyne Fert, maire de Montesquieu-Avantès

À l'autre bout de la France, dans les Pyrénées, la communauté de communes de Couserans (Ariège), une zone de montagne où vivent 16 habitants au kilomètre carré, est tout aussi en retard, dans toutes les classes d'âge, surtout les plus jeunes. L'hostilité aux vaccins d'une partie de la population y est bien ancrée. « *On est aussi en retard sur la vaccination des enfants : nous avons connu des épidémies de rougeole, de coqueluche* », explique Jean-François Pouches, coordonnateur du contrat local de santé du territoire.

Une des principale explication est la présence forte de populations néorurales sur le territoire, arrivées par vagues successives depuis les années 1970, appelés localement « *les hippies* ».

La population du Couserans est « *âgée, habite un habitat dispersé, isolé. Nous avons 18 vallées, la circulation est difficile* », poursuit Jean-François Pouches . La question de l'accès physique de ces personnes aux vaccins s'est très vite posée : « *Chaque mairie a recensé ses personnes âgées fragiles. Il y a eu des transports à la demande, une belle solidarité pour leur permettre d'accéder au vaccin.* »

Jean-François Pouches en est convaincu : « *Tous ceux qui veulent se faire vacciner, le peuvent.* » Il reste « *les hostiles à la vaccination et les hésitants. Sur ceux-là pèse une forte pression sociale, des familles se déchirent* ».

Pour l'élue Jocelyne Fert, maire du village de Montesquieu-Avantès, « *on a fait le maximum en direction des plus fragiles, qui au départ ne voyaient pas l'intérêt de la vaccination, car nous avons été peu touchés. Puis on a pris de plein fouet la quatrième vague* ».

Avec les plus hostiles au vaccin, elle n'a « *même pas envie d'essayer* » : « *Je suis défaitiste. Les néoruraux sont venus en Ariège pour être tranquilles. À l'effort collectif de la vaccination, ils opposent leur liberté.* » Ces récalcitrants se font entendre, en particulier dans le plus important lieu de rencontres du territoire, le marché de Saint-Girons : samedi dernier, 200 personnes y ont manifesté contre le passe sanitaire.

On met à mal toute une philosophie en santé publique qui promeut la médiation, l'information, la conviction.

Pierre-André Juven, sociologue de la santé

Pierre-André Juven, sociologue de la santé, a un terrain d'observation idéal, la ville de Grenoble, dont il est l'adjoint à la santé. Il donne avec précaution son avis sur le passe sanitaire : « *L'outil est efficace à court terme, mais il peut avoir des effets secondaires : on met à mal toute une philosophie en santé publique qui promeut la médiation, l'information, la conviction. En termes d'éducation à la santé, on prend des années de retard.* »

Il confie se retrouver dans des situations inconfortables en tant qu' élu : « *Aux bibliothécaires de la*

ville qui refusent d'appliquer le passe sanitaire, pour de bonnes raisons, on doit expliquer qu'on est contraints d'appliquer la loi. »

Grenoble tente de multiplier les opérations d'« aller vers », « en vaccinant en proximité, dans les locaux des centres sociaux, d'associations bien identifiées par les personnes précaires », détaille Pierre-André Juven. « On monte aussi des opérations plus fines, dans la ville, avec des centres éphémères. Car ce qui nous remonte, c'est que les gros centres de vaccination sont rédhitoires pour une partie de la population : le questionnaire à remplir est difficile à comprendre et il n'y a personne pour expliquer, répondre aux questions. C'est aussi difficile pour les gens sans Sécurité sociale. Et comment atteindre les personnes isolées, toutes seules chez elles ? On sous-estime les situations sociales qui peuvent expliquer la non-vaccination. »

Caroline Coq-Chodorge

P.-S.

- MEDIAPART. 6 septembre 2021 : <https://www.mediapart.fr/journal/france/040921/vaccin-ville-ou-campagne-chaque-territoire-ses-resistances>

- *Les articles de Caroline Coq-Chodorge sur Mediapart :* <https://www.mediapart.fr/biographie/caroline-coq-chodorge>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements